

Irak. Lundi 29 juin au soir, le pays fêtait enfin le départ des GI's de leurs villes, après 6 ans d'occupation.

Désormais, c'est aux autorités irakiennes de prendre la relève. Mais avec quelles chances de succès ?

A Bagdad, lundi 29 juin au soir, l'ambiance était à la fête. Depuis des semaines déjà, la télévision nationale affichait en permanence un compte à rebours. Cette nuit-là, une horloge marquait enfin les derniers instants du retrait des forces de combat US des villes. A minuit, les forces américaines et irakiennes se sont symboliquement passées le relais dans les différentes agglomérations, et des feux d'artifice ont illuminé le ciel de Bagdad tandis que des milliers de personnes étaient venues écouter les plus célèbres chanteurs et groupes irakiens à Zawra, le plus grand parc de la capitale. Le 30 juin, désormais férié, a été décrété « Jour de la Souveraineté nationale ». Dans la matinée, les autorités ont repris possession de l'ancien ministère de la Défense, la dernière des 86 positions américaines de la ville. Toute la journée, policiers et soldats irakiens ont défilé dans des véhicules ornés du drapeau national et de fleurs. A compter de ce jour, la sécurité urbaine sera prise en charge par 500 000 policiers et 250 000 militaires irakiens. Seuls 131 000 soldats américains, chargés d'entraîner et de conseiller leurs collègues irakiens, seront autorisés à rester dans les villes.

Une journée symbolique

Certes, les combats ne sont pas terminés, mais les Américains n'en auront plus le contrôle. Pour de nombreux Irakiens, cela signifie la fin de patrouilles militaires sur les avenues et les marchés ainsi que des bombardements aériens en zone urbaine et des coups de filet à l'aveugle. Selon les termes de l'accord de désengagement conclu en novembre 2008

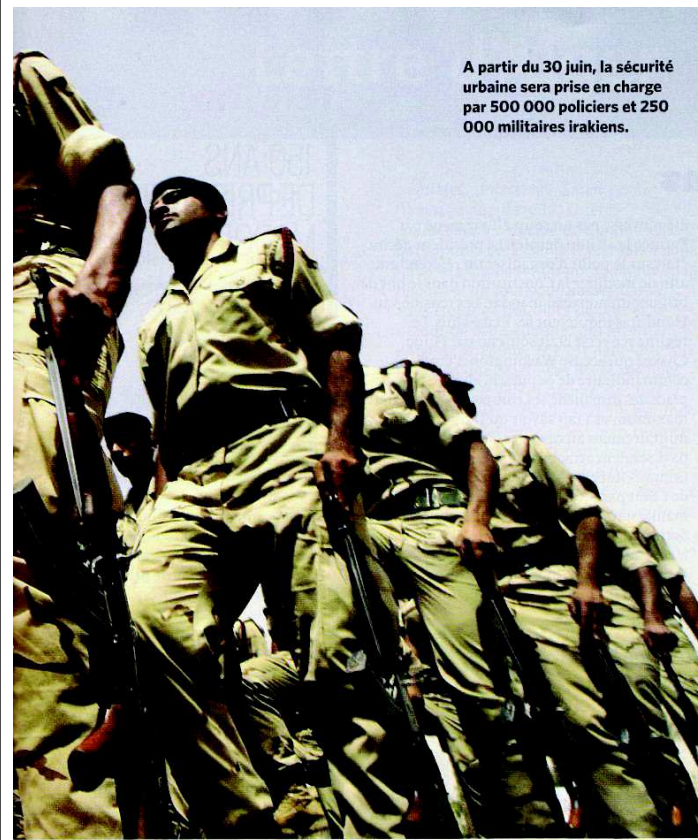


Le départ des GI's

entre Bagdad et Washington qui vise un retrait total des troupes US fin 2011, les soldats américains n'interviendront plus qu'en soutien des Irakiens, à leur demande. Malgré les réticences de quelques généraux américains et irakiens, le président américain Barack Obama et le Premier ministre irakien Nouri al Maliki ont donc préféré maintenir le calendrier, jugeant comme l'immense majorité des Irakiens que la présence de soldats étrangers attire les violences plutôt qu'elle ne les dissuade.

Dans cette ambiance de liesse, le président irakien Jalal Talabani a cependant tenu à rendre hommage aux Américains : « Tandis que nous célébrons ce jour, nous exprimons nos remerciements et notre gratitude à nos amis des forces

de la coalition qui ont pris des risques et des responsabilités et ont subi des pertes et dommages en aidant l'Irak à se débarrasser de la plus laide des dictatures ainsi que dans l'effort conjoint pour restaurer la sécurité et la stabilité ». Mais six ans après le lancement des premières bombes sur Bagdad, le 19 mars 2003, et le déferlement des blindés US qui allait renverser le régime de Saddam Hussein, l'Irak reste l'un des pays les plus dangereux du monde. Ces 2 dernières semaines, le pays a connu une recrudescence d'attentats qui a fait plus de 200 morts. Et malgré les mesures de sécurité exceptionnelles déployées pour les célébrations, cette journée de fête a également été endeuillée par un attentat meurtrier à la voiture piégée sur un marché très populaire de Kirkouk, qui a fait plus



A partir du 30 juin, la sécurité urbaine sera prise en charge par 500 000 policiers et 250 000 militaires irakiens.

Quelques chiffres

- 100 867 civils tués depuis 2003 (selon l'ONG britannique Iraqi Body Count).
- 4 313 GI's tués depuis 2003 (selon l'AFP)
- 1 844 policiers et soldats irakiens tués les deux dernières années (selon le gouvernement irakien).

Le 30 juin, désormais férié, a été décrété Jour de la Souveraineté nationale.

Autre défi majeur : l'attitude des Sahwa ou « Milices du Réveil », ces groupes armés sunnites qui combattaient aux côtés d'Al Qaïda contre les Américains mais que les Etats-Unis ont réussi à « retourner », moyennant finances. Ces milices vont-elles trouver leur place dans la nouvelle configuration sécuritaire irakienne ? « C'était un pari extrêmement risqué », selon Bitar qui se demande si ces Sahwa ne vont pas revenir « comme un boomerang » à la figure des dirigeants irakiens. Et ce n'est pas tout : l'attitude du voisin iranien et de ses relais chiites en Irak et, surtout, les élections législatives prévues en janvier prochain viennent compliquer le tableau. Beaucoup d'incertitudes pour l'avenir donc. Et même si les GI's ne se replient que dans des bases voisines des villes, leur rappel par les autorités irakiennes serait un échec. Si Obama s'intéresse davantage à la situation en Afghanistan et au Pakistan, il a tout intérêt à conserver une certaine stabilité en Irak. Saluant une « étape importante », il a averti que l'Irak avait encore « des jours difficiles » à vivre. Lundi encore, 4 soldats américains avaient été tués. Répondant à la presse qui se demandait si le président américain avait exclu de proclamer la victoire, son porte-parole Robert Gibbs a répondu : « Nous empêcherons les imprimeurs de banderoles de commettre une quelconque folie ». Il faisait allusion à la bannière « Mission accomplie » devant laquelle George W. Bush s'était produit en mai 2003, quelques semaines après le début de la guerre. Effectivement, rien n'est gagné.

AMINA BOUBIA

de 30 morts et une centaine de blessés. Al Maliki, qui avait récemment fustigé le silence des pays arabes et musulmans face à la multiplication des attentats anti-chiites leur demandant de « prendre une position claire face à ces crimes horribles car le silence n'est plus acceptable », a accusé les sunnites extrémistes et les baassistes d'en être les auteurs.

Un avenir incertain

A cet égard, Karim-Emile Bitar, chercheur associé à l'IRIS, explique que « des insurgés essaient de mettre ce retrait à leur crédit », et se demande si les forces irakiennes sauront résister aux tensions ethniques et communautaires qui parcourent la société ira-

kienne, divisée entre majorité chiite et minorités sunnite, kurde et turkmène : « Les Irakiens ne sont pas dupes mais il existe un risque pour que les résidus d'Al Qaïda en Mésopotamie essaient d'attiser les tensions entre chiites et sunnites » pour déclencher une nouvelle spirale de violence, à l'instar de celle qui avait déchiré le pays en 2006 et 2007. Et ce d'autant que le Parlement autonome kurde a récemment adopté une Constitution qui annexe la province pétrolière de Kirkouk ainsi que plusieurs localités situées dans les gouvernorats de Ninive et de Diyala. A rappeler aussi que l'armée irakienne est majoritairement chiite et que certains éléments ont ouvertement pris parti contre les sunnites.